

**Café Rey. Place de la République**

Par **Bernard Bret** Professeur de géographie à l'université de Lyon III

**L'agriculture, moteur ou frein du développement en Amérique latine**

Un certain nombre de faits permettent de développer des analyses et de déterminer des perspectives encourageantes en ce qui concerne l'agriculture Sud-américaine.

On enregistre une croissance agricole efficace. Le Brésil est un des premiers exportateurs mondiaux avec de bonnes performances pour les produits traditionnels comme la canne à sucre, le café ou le cacao. La Colombie affiche aussi de bonnes performances dans ces domaines mais on voit aussi apparaître des productions nouvelles :

- Le soja dans les plateaux centraux et brésiliens où il est commercialisé sous forme de tourteaux
- Le jus d'orange concentré :  $\frac{3}{4}$  de la production mondiale est aujourd'hui brésilienne,
- Les fleurs : la Colombie est le 2<sup>ème</sup> producteur mondial, l'Equateur le 3<sup>ème</sup>, l'essentiel de leur production étant destiné aux Etats-Unis

C'est une agriculture efficace et rentable mais on déplore cependant une vraie crise sociale dans les campagnes. L'exode rural fait affluer une population pauvre dans les favelas des grandes villes et les revendications des « sans terre » au Brésil s'intensifient. Au Mexique, la guérilla a repris de dans les Chiapas

Le Président Lula a lancé le plan « faim zéro » au Brésil car comment expliquer que dans un pays exportateur agricole, qui produit beaucoup et qui a des réserves équivalentes à deux fois le territoire français, on souffre encore de la faim.

La question se pose : **l'agriculture en Amérique latine est-elle ou non un facteur de développement ?**

En terme comptable, oui

En terme de développement social, non

Est-ce qu'elle joue un rôle positif ? Rien n'est moins sûr. Cette situation a longtemps été appelée : la **modernisation conservatrice** qui se traduit par une efficacité croissante au niveau technique mais les plus modestes sont laissés pour compte, et elle n'induit pas de développement

**1. Un problème agraire et non agricole**

En terme agricole, on sait produire mais l'accès au sol, la structure agraire reste problématique. C'est un problème social. L'agriculture est un outil qu'il faut développer. Les structures agraires sont inégalitaires à l'extrême. Coexiste toujours le binôme latifundios / minifundios, des propriétés agricoles trop grandes ou trop petites, qui sont des structures héritées de l'époque coloniale. Les latifundios sont des propriétés agricoles immenses et souvent sous exploitées. Il faut les distinguer d'autres types de propriétés qui relèvent des grandes plantations et sont économiquement efficaces car le sol n'est pas gaspillé. C'est une structure sociale ancienne, datant de l'époque où la propriété du sol assurait un prestige social et un contrôle sur les populations. Les relations restent de type paternaliste car les latifundios n'ont pas de mentalité d'entrepreneur et ressemblent plutôt à du clientélisme envers un notable local. Cela conduit à un désintérêt du sol. Un propriétaire de 50 000 hectares en vit bien même si son domaine n'est pas intégralement exploité. Un minifundio est une petite exploitation agricole, trop petite pour faire vivre une famille de taille moyenne. Elle peut avoir quelques hectares ou quelques dizaines d'hectares. Dans le Nordeste, un latifundio est une propriété de moins de 100 hectares ! Il n'existe pas de normes établies. **Dans les latifundios on gaspille le sol, dans les minifundios, la force de travail.** C'est une des causes profondes du malaise agricole en Amérique latine. Les régions qui ont connu un développement plus assuré et l'amorce d'une classe moyenne, sont les régions où n'existe pas ce binôme : la région des Allemands au Chili, appelée aussi région des Lacs.

Au Sud du Brésil, le Parana, Santa Catarina, le Rio Grande do Sul, sont des régions prospères, peuplées d'Européens arrivés au XIX<sup>ème</sup>, des représentants des classes moyennes qui ne sont pas marquées par l'empreinte coloniale.

Au Costa Rica, un des pays les mieux développés de la région, on produit du café dans le cadre de moyennes propriétés : les **fincas** qui ont 5 à 10 hectares. On peut en vivre correctement et cette classe moyenne assure un développement correct de la région.

## 2. Les réformes agraires sont-elles encore d'actualité ?

Quand on parle de réformes agraires, il s'agit de l'accès au sol, de la distribution au sol, de la transformation de la propriété du sol. Ce n'est pas toujours ce que font les gouvernements qui se targuent de faire des « réformes agraires » en se limitant à la modernisation des infrastructures. Il s'agit de casser le binôme **latifundios - minifundios** et de rendre les exploitations plus compétitives avec deux objectifs : un objectif social et un objectif économique. Par exemple, l'élevage extensif est une exploitation paresseuse avec très peu de têtes de bétail qui gaspille la terre.

L'idée forte est d'atteindre plus d'efficacité économique grâce à plus de justice sociale. Sans suivre le modèle cubain, où les deux séries de mesures de 1959 et de 1963, n'étaient pas exactement des réformes agraires mais plutôt une **révolution agraire** avec des expropriations contre un rachat symbolique, un mécanisme de transformation différent de ce qui est en cours aujourd'hui. Actuellement, on constate plutôt des démarches réformistes, s'intégrant dans l'économie de marché et répondant aux deux objectifs social et économique sans être révolutionnaire. Il s'agit de faire accéder au sol les petits paysans sans terre ou les minifundistes. Cette revendication est ancienne. Au Mexique en 1915, le pays avait donné valeur constitutionnelle à l'accès à la terre par l'**article 27 de la Constitution**, Tout Mexicain avait le droit d'accéder à la Terre. Les paysans accédaient à la terre non pas comme petits propriétaires mais comme membres **d'ejidos**, des sortes de coopératives car ils n'avaient pas le droit de vendre leur lot. On organise une réforme agraire en Bolivie en 1952 alors qu'une tentative au Guatemala en 1954 échoue avec l'aide de la CIA.

Dans les années 60, le sujet est réactivé dans des conditions surprenantes. Alors qu'auparavant, les Etats-Unis présentaient comme agitateurs tous les réformateurs potentiels, après Cuba, tout change. En 1961, les Américains conseillent de faire des réformes agraires. La révolution cubaine avait montré qu'il était dangereux de ne pas faire de réformes et le risque de contagion cubaine était réel. Le nouveau mot d'ordre devient : « *Faites des réformes agraires pour éviter la révolution.* » Des lois sont votées sous la menace d'une coupure des crédits de coopération aux récalcitrants mais restent malheureusement souvent sans suite. Cependant en 1964 et 1969, des lois de réformes avancées sont mises en place au Pérou. L'objectif est devenu de produire plus d'efficacité économique grâce à plus de justice sociale, c'est-à-dire, de faire de l'agriculture un levier du développement économique et social. C'est vital dans des pays peu industrialisés dans l'ensemble, où malgré l'amorce d'une industrialisation dans les années 60, on constate un ralentissement de l'industrie par manque de débouchés.

Faire davantage de productions agricoles, c'est relancer l'industrie en faisant remonter le niveau de vie à la campagne, transformer les paysans en consommateurs, forger un marché national solvable qui va permettre d'écouler la production des usines. Ces réformes sont faites pour rendre le capitalisme plus tolérable, pour le faire mieux accepter en restant dans le cadre de l'économie de marché.

Dans le cadre de ces programmes, les grands propriétaires vont être indemnisés, ce qui va désamorcer leur résistance, à condition qu'ils réinvestissent cet argent dans l'industrie. On incite ainsi les anciens latifundistes à devenir entrepreneurs industriels sur le modèle de ce que l'on avait vu se réaliser à Sao Paulo dans les années 30 spontanément. Cette région née de la production caféière, a pu se reconverter dans l'industrie parce que les planteurs avaient une mentalité d'entrepreneurs. Les **fazendeiros** ont vendu leurs terres loties et ont placé l'argent recueilli dans l'industrie, devenant de petits ou grands entrepreneurs à la campagne. On a voulu étendre ce modèle à l'échelle d'un Etat.

Au Pérou, au départ on a constaté une crainte des grands propriétaires mais au prix de rachat proposé, ils ont réalisé de bonnes affaires et investi.

Ces réformes sont-elles encore d'actualité ? La réforme agraire apparaît dépassée à beaucoup. Le thème reste d'actualité mais n'a plus le vent en poupe, ce n'est plus la solution miracle. Cela ne veut pas dire que l'on y renonce. Au Nicaragua, au Brésil, en 1964, le coup d'Etat des militaires qui les a porté au pouvoir jusqu'en 1985, eut lieu à la suite d'une réforme agraire qu'ils tentèrent d'ébaucher. Leur chute, sous la pression de Washington en 1985, et l'installation d'un régime démocratique a permis d'appliquer le statut prévu en 1964 qui n'avait jamais été mis en pratique

On peut avoir un sérieux doute sur les objectifs réels économiques et sociaux des réformes modernes. Le souci social semble secondaire. Ainsi, il y a deux ministères de l'agriculture au Brésil. Un ministère de l'Agriculture qui s'occupe des productions, ce qui paraît crédible puisque ce sont les grandes entreprises exportatrices qui rapporte des devises, et un autre ministère, celui des Réformes Agraires, qui s'occupent des petits paysans. On a partagé les terres, de façon significative, le Président Lula a aussi un programme de réformes mais les paysans que l'on installe ne sont pas toujours en position d'avoir des exploitations économiquement viables. Beaucoup ne croient plus à la réforme agraire. Ce ministère est-il un alibi ou au contraire, la réforme agraire est si importante qu'il lui faut un ministère spécial ?

Au Chili, sous Allende, des réformes sont entreprises par **Jacques Chonchol**, ministre de l'agriculture, qui enseigna à Paris III après le renversement du régime. On a appliqué la loi de réforme votée sous le régime démocrate chrétien, restée inappliquée. Pinochet l'a modifié. Il n'a pas fait de contre réforme agraire mais a soutenu de grandes entreprises agricoles sans toutefois rendre la terre aux latifundistes qu'il a mieux indemnisé. Cependant, il ne l'a pas laissé aux petits paysans. Il voulait des entreprises agricoles et on a transféré des propriétés en créant des entreprises répondant aux besoins économiques. Du point de vue de la production, cela a entraîné un essor de la production agricole avec le succès des fruits à contre saison.

L'objectif de justice social reste primordial et l'accès à la terre est indispensable. Il ne devrait pas être considéré comme obsolète. Au Mexique, l'article 27 a été aboli en 1992 par le président Salinas ce qui a rallumé la guérilla dans les **Chiapas**.

Cela reste inquiétant dans un continent où il reste beaucoup de paysans sans terre et de minifundistes. Il y a donc une urgence sociale

### **3. Contraintes intérieures, extérieures et environnementales au Brésil aujourd'hui**

Fortes contraintes intérieures ; toute transformation des structures agraires met en jeu d'énormes intérêts. Les latifundistes n'ont pas complètement disparu, ce ne sont pas des quantités négligeables.

Les grands entrepreneurs sont des forces de pression non négligeables, avec des entreprises de 700 ouvriers permanents. Ils ne sont pas favorables à la multiplication de trop petites exploitations

L'Amérique latine est un continent urbain, le Brésil compte 75 % de citadins. Le problème social semble s'être déplacé. Les ruraux n'ont plus le poids politique qu'ils avaient autrefois, les mouvements sociaux urbains sont plus sensibles. La question des paysans pauvres a perdu de son acuité relative « **Le problème des sans –terre est remplacé par le problème des sans toits** »

Tous ces pays sont endettés et conduits à passer par les conditions de leurs créanciers. Les politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI impliquent une remise en ordre des comptes. On limite les dépenses, surtout sociales, et on fait rentrer des devises or ce sont les entrepreneurs agricoles qui font rentrer les devises et non les minifundistes. On abandonne donc l'idée de la redistribution des terres à cause de la contrainte extérieure liée à la dette

Il faut aussi tenir compte des contraintes environnementales. L'Amazonie a des réserves de terre immenses qui paraissent à tort inépuisables. Pour beaucoup, au Brésil et dans les autres pays riverains, il semble plus simple de distribuer la terre aux petits paysans en Amazonie plutôt que dans les régions de grande culture. C'est une idée qui date de la dictature militaire des années 70,

« **que les paysans sans terre aillent sur la terre sans hommes** » On ne peut pas être tout à fait opposé à cette démarche mais on a reproduit en Amazonie les structures inégalitaires. Les paysans ont obtenu le droit de s'installer sur la terre publique sans autorisation. Ils deviennent des **poseiros** qui peuvent devenir propriétaires au bout de 5 ans mais souvent, ils se font dérober la terre par les grands propriétaires qui les expulsent souvent, par la violence.

Les fronts pionniers se développent dans des conditions exécrables. Le problème environnemental se double d'un problème social. L'Amazonie n'est pas encore un désert, c'est une forêt et pour longtemps, mais on perd l'équivalent d'une forêt landaise chaque année par défrichements et urbanisation. On perd des espèces végétales inconnues, les régions que l'on défriche par le feu font disparaître des espèces à jamais ce qui est contraire au principe de développement durable. On gâche ainsi une grande chance. Le développement implique un déséquilibre écologique mais ce n'est pas une raison pour faire n'importe quoi, l'Amazonie était une solution possible, les résultats sont inquiétants.

### Questions

#### **Y a-t-il des mouvements de revendication dans les campagnes ?**

Le mouvement des sans terre au Brésil est le mouvement numéro 1. Il a commencé par des invasions de grands domaines au Sud qui se sont généralisées. C'est un mouvement qui a l'initiative sans être l'initiative. Les paysans se regroupent par famille, envahissent des domaines et mettent les autorités et les propriétaires devant le fait accompli. On ne peut rien faire contre eux par peur des médias. Ils organisent un **compamento** : on campe, on ouvre une école, on fait même parfois des travaux d'irrigation, on obtient même des crédits bancaires. On organise la défense politiquement, on fait des démarches auprès de l'administration qui arrange les choses en distribuant officiellement des propriétés. Le gouvernement essaye d'éviter d'être placé devant le fait accompli mais rien n'est simple : un sans terre peut réussir à faire reconnaître ses droits,

#### **Est-ce que l'action du commerce équitable pourrait être une opportunité crédible ?**

Des opérations sont en cours sur le café, le cacao. On met en cohérence un objectif économique et un objectif social. C'est une démarche intéressante mais encore trop ponctuelles.

#### **Quelle est la part des investissements étrangers dans l'agriculture en Amérique latine ?**

Beaucoup des entreprises d'agro business sont des joint venture avec des capitaux mixtes. Ont disparut les grandes FMN étrangères comme la United Fruit qui contrôlait les bananes et qui s'est battue contre la réforme agraire au Guatemala ou l'Atlantic Sugar Company qui a été expulsée des 250 000 hectares, soit un demi département français qu'elle exploitait à Cuba.

Il y a des entreprises nord - américaines et européennes, qui ont acheté des terres en Amazonie, D'autres, Fiat, Volkswagen, Benetton en Argentine ont acheté des terres pour y créer parfois des réserves, dans un but écologiquement louable mais mal perçu par les populations locales.